



Fédération
des acteurs de
la solidarité

BRETAGNE

Le baromètre des solidarités en Bretagne

Mai 2021



La Fédération des acteurs de la solidarité Bretagne

La Fédération des acteurs de la solidarité Bretagne fédère 35 associations et organismes œuvrant dans le champ de la lutte contre les exclusions : 13 en Ile-et-Vilaine, 12 en Finistère, 7 en Côtes d'Armor et 4 dans le Morbihan.

Ces structures représentent environ une centaine d'établissements, près de 4000 salariés permanents et 450 bénévoles qui accueillent et accompagnent sur l'ensemble de la région des personnes en situation de précarité.

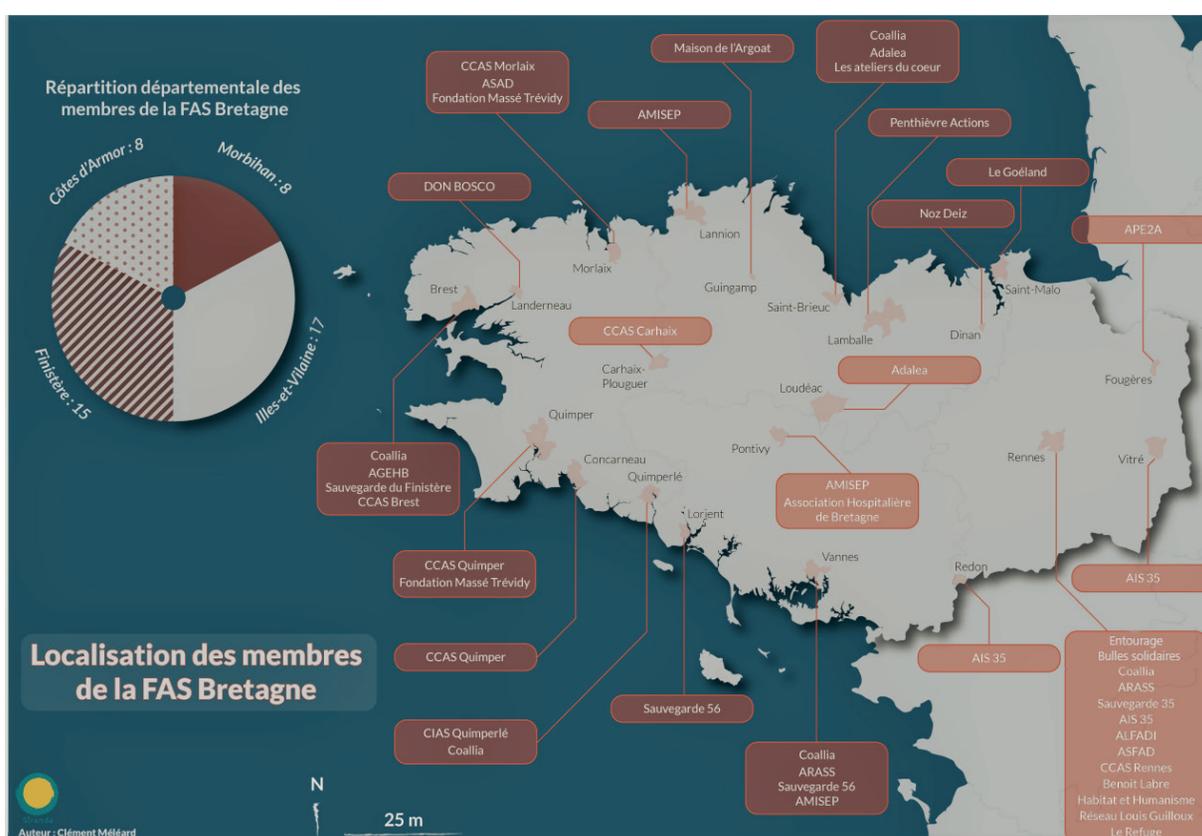
Elles assurent des missions de veille sociale, d'accueil, d'accompagnement et d'insertion, avec une approche globale de la personne, en traitant les multiples problématiques liées à l'exclusion : hébergement et logement, santé, insertion et emploi, accès aux droits, accès à la culture, lien social...

Elle est présidée actuellement par Daniel Delaveau.

Ses trois grandes missions sont les suivantes :

- **Fédérer et rassembler les adhérents ;**
- **Représenter et défendre des positionnements communs ;**
- **Accompagner, produire des analyses et des expertises afin de professionnaliser, former et accompagner les adhérents.**

Le siège social de l'organisation régionale est installé à Rennes et le siège administratif est basé à Saint-Brieuc. La Fédération est animée par une déléguée régionale et des délégations départementales.



Voici la 2^{ème} édition du Baromètre des solidarités en Bretagne. S'il reprend -principe d'un baromètre- un certain nombre de questions posées en 2019, il devait, à l'évidence, prendre en compte l'évènement majeur de l'année 2020 : l'irruption de la crise sanitaire de la Covid.

Ainsi, 4 grands thèmes sont au cœur de cette enquête réalisée par TMO pour la Fédération des acteurs de la solidarité Bretagne, avec le soutien du conseil régional et des départements du Finistère et d'Ille-et-Vilaine :

- Les impacts de la crise sanitaire sur l'emploi, les revenus et l'état psychologique des Bretons ;
- Les impacts de cette crise sur l'engagement des Bretons et les solidarités (dons, soutien aux associations, solidarités de proximité, bénévolat, attention aux autres, initiatives individuelles...) ;
- Les impacts sur l'attitude des Bretons à l'égard des grandes causes (grande pauvreté, violences faites aux femmes, migrants, handicaps...) ;
- Les attentes des Bretons à l'égard de la puissance publique.

Pour la Fédération des acteurs de la solidarité Bretagne, le Baromètre des solidarités répond à un objectif de connaissance, de sensibilisation et de mobilisation sur les enjeux de la lutte contre la pauvreté. Un objectif de de compréhension des opinions des Bretons sur la solidarité, au service de l'action.

Il est aussi un outil de présence dans l'espace public, pour mieux faire connaître les préoccupations et les actions des associations regroupées au sein de la Fédération des acteurs de la solidarité Bretagne, pour susciter les débats et alimenter les réflexions sur les politiques publiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion.

Car nous avons la conviction que ces combats doivent être l'affaire de toutes et tous.

Daniel Delaveau
Président de la Fédération des acteurs de la solidarité Bretagne

SOMMAIRE

1. Les impacts de la crise sanitaire sur la pauvreté en France et en Bretagne	6
2. Les impacts de la crise sur les revenus, l'emploi et l'état psychologique des Bretons	7
Les incidences sur les revenus des ménages	
Les incidences sur l'emploi	
Les incidences sur l'état psychologique des Bretons	
3. La bienveillance et l'attention aux autres ont été assez nettement favorisées par la crise sanitaire	9
4. Bienveillance et dons ne sont pas interdépendants	11
La baisse des dons	
Une forte baisse des envies de soutien aux associations agissant sur les grandes causes de l'exclusion	
Des attitudes moins favorables aux migrants : un renforcement des appels à la prudence	
5. Perception de l'action publique vis-à-vis de la pauvreté	15
Interrogation sur le niveau de prise en compte de la grande pauvreté par la puissance publique	
6. Approche typologique	16
Les Fraternelles – 18% des Bretons	
Les Doctrinaires – 26% des répondants	
Les Paroissiens – 12% des Bretons	
Les Méfiants - 24% des Bretons	
Les Indifférents – 20% des Bretons	

MÉTHODE



Enquête téléphonique
auprès de 1 200 habitants de Bretagne
âgés de 18 ans et plus.



Enquête réalisée sur téléphones fixes et portables
entre le 17 février et le 3 mars 2021.



Échantillon représentatif de la population régionale
selon le genre, l'âge, la CSP, la taille de commune et le département.

Enquête réalisée par le cabinet TMO régions



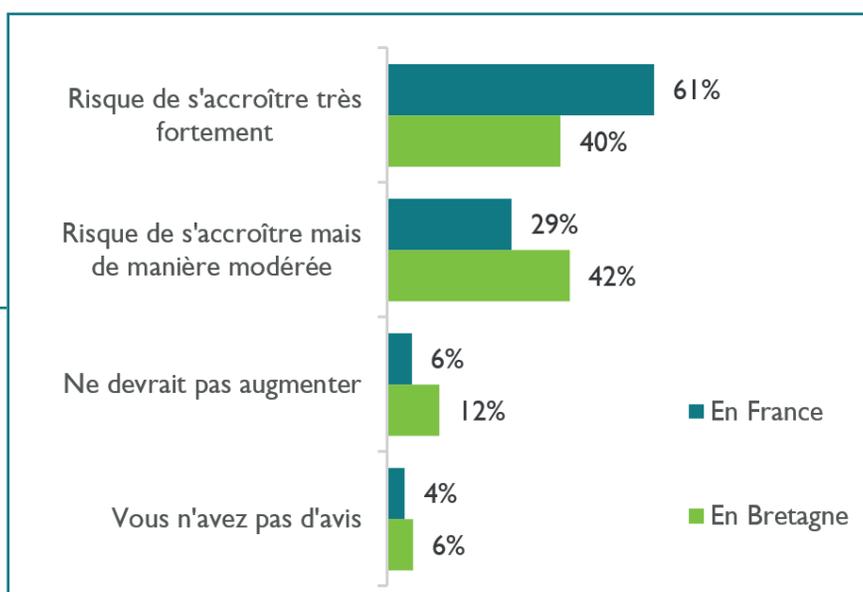
1. Les impacts de la crise sanitaire sur la pauvreté en France et en Bretagne

61% des Bretons pensent que la crise sanitaire se traduira par une forte progression de la pauvreté en France. Comparativement, la situation régionale apparaît moins dégradée. Une partie importante de la population considère que la Bretagne est mieux armée pour faire face aux crises sociales et économiques.

Tous les répondants ne se reconnaissent cependant pas dans cette lecture positive des résiliences régionales : **4 Bretons sur 10 estiment que cette crise se traduira à l'échelle régionale par une forte progression de la pauvreté.**

« Selon vous, avec la crise sanitaire, le nombre de personnes pauvres en France, en Bretagne... ? »

Base : 1200 ensemble des répondants



Les plus à risque face à la précarité, **les plus pauvres et les plus mal logés sont les plus nombreux à s'inquiéter d'une forte dégradation de la situation sociale et à contester l'idée d'un territoire mieux protégé** (56% des locataires HLM et 49% des plus bas revenus pensent que la pauvreté progressera fortement en Bretagne sous l'effet de la crise sanitaire).

Plus exposés aux incidences de la crise, **les urbains sont également sensiblement plus pessimistes** (49% des Bretons résidant dans une commune de plus 50000 habitants pensent que la pauvreté progressera fortement contre 39% des personnes résidant en commune rurale).

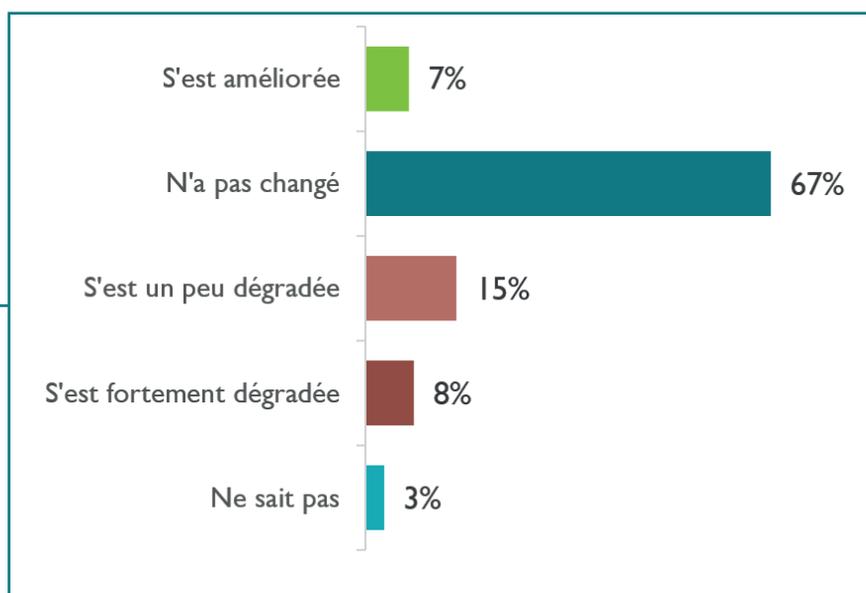
2. Les impacts de la crise sur les revenus, l'emploi et l'état psychologique des Bretons

Les incidences sur les revenus des ménages

La crise sanitaire produit déjà ses effets. **23% des Bretons ont vu leurs revenus diminuer depuis mars 2020, dont 8% de manière importante.**

« Depuis Mars 2020, votre situation financière... »

Base : 1200 ensemble des répondants



Deux catégories de population sont plus directement touchées :

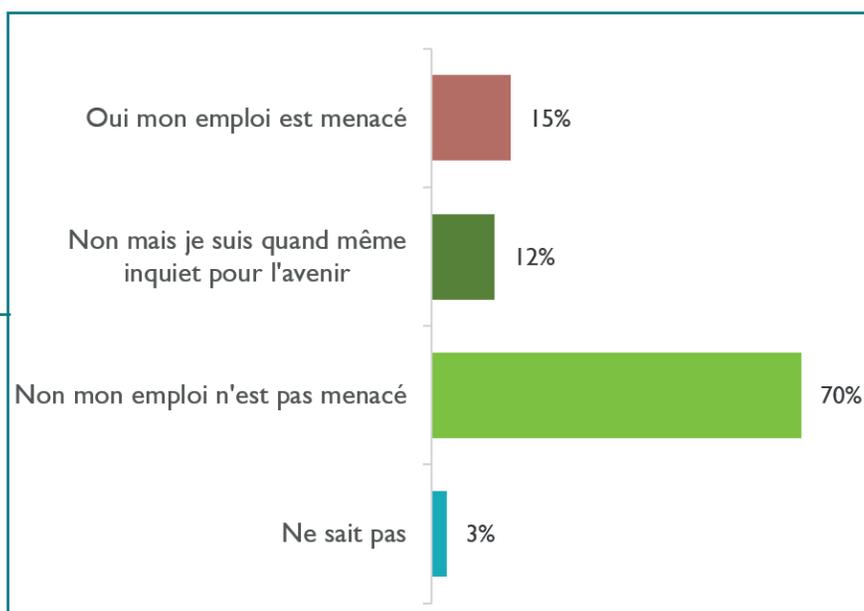
1. Les actifs dont les emplois sont concernés par les mesures de confinement ou de restriction d'activités, **en particulier les travailleurs non-salariés qui ont connu pour 54% d'entre eux une perte de revenus.**
2. Les Bretons dont la situation économique était déjà difficile avant la crise : **35% des revenus les plus faibles ont subi une dégradation de leur situation financière**, avec, parmi eux, une sur-présentation des étudiants, des contrats précaires et des familles nombreuses.

Les incidences sur l'emploi

15% des Bretons jugent leur emploi directement menacé par la crise. Ils travaillent pour la plupart dans les secteurs de la restauration, de l'hôtellerie, du commerce, du tourisme, de la culture, de la formation ou de l'événementiel, ce qui confirme le caractère sectoriel d'une crise qui ne frappe pas la totalité de l'économie régionale mais affecte durement certaines filières.

« Votre emploi est-il menacé par la crise sanitaire ? »

Base : actifs en emploi



Deux catégories d'actifs sont plus particulièrement menacées :

1. **Les indépendants** (commerçants, intermittents, travailleurs non-salariés) qui ne disposent pas, pour la plupart, de filet de sécurité en cas de diminution ou de cessation de leurs activités.
2. **Les travailleurs en contrat court et faiblement rémunéré** (jobs étudiants, notamment) qui dépendent très largement de ces emplois pour amortir les effets de la précarité.

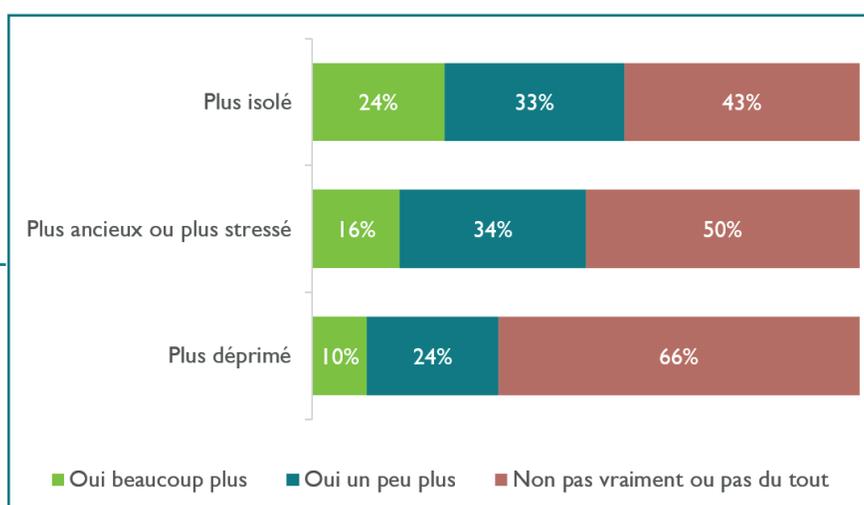
L'enquête démontre une nouvelle fois que cette crise touche d'abord les actifs les moins protégés et les moins assurés face aux aléas de l'activité économique.

Les incidences sur l'état psychologique des Bretons

La crise sanitaire n'affecte pas uniquement les revenus et les emplois, elle se traduit également par une montée des états de stress, d'anxiété, de déprime ou d'isolement : **24% des Bretons se sentent beaucoup plus isolés, 16% beaucoup plus anxieux et 10% beaucoup plus déprimés** depuis le début de la crise sanitaire.

« Depuis le début de la crise sanitaire, diriez-vous que vous vous sentez...? »

Base : 1200 ensemble des répondants



Si l'on prend en compte les personnes ayant répondu « oui beaucoup » à au moins l'un des trois items (isolement, anxiété, déprime), on peut considérer que **32% des Bretons ont été affectés sur le plan psychologique**.

Tous les Bretons ne vivent cependant pas cette crise de la même manière, ni avec la même intensité. Le croisement des dimensions économiques et psychologiques montre que **56% des Bretons traversent plutôt bien cette crise, sans crainte pour leur emploi, sans perte de revenus et sans incidence psychologique notable**.

À l'opposé, **12% de la population bretonne subit fortement cette crise**, tant sur le plan psychologique qu'économique. Parmi les plus touchés, on trouve davantage d'actifs en contrat précaire, d'employés, d'ouvriers, de travailleurs non-salariés, d'étudiants, de personnes seules, de locataires ou de personnes ayant de faibles revenus.

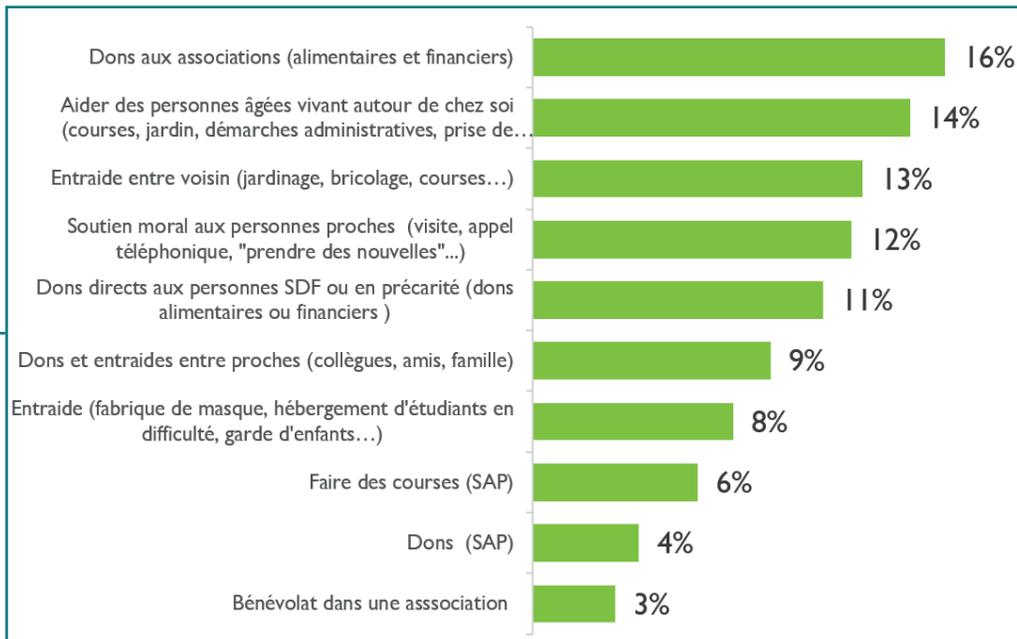
3. La bienveillance et l'attention aux autres ont été assez nettement favorisées par la crise sanitaire

Les inquiétudes engendrées par la crise favorisent de manière assez évidente l'attention prêtée aux autres, en particulier à sa famille, ses voisins ou ses amis. **30% des Bretons disent que la crise sanitaire les a rendus beaucoup plus attentifs à leurs proches**. Elle suscite également de nouvelles solidarités ou marques d'attention : **18% des Bretons indiquent avoir eu des gestes de solidarité qui n'étaient pas dans leurs habitudes**.

Il s'agit le plus souvent de gestes simples : faire des courses pour des personnes âgées vivant autour de chez soi, s'entraider entre voisins, prendre des nouvelles de ses parents, de sa famille de son entourage, garder les enfants, soutenir financièrement ses proches ou des associations, répondre aux sollicitations des plus en difficulté... Toutes les catégories sociales ont participé de ces « nouvelles solidarités », sans distinction entre le genre, les générations ou les revenus.

« Depuis mars 2020, avez-vous eu des gestes de solidarité que vous ne faites pas habituellement ? Si oui, de quels gestes s'agit-il ? »

Base : 216, personnes ayant des gestes de solidarité qu'elles ne faisaient pas avant le covid.

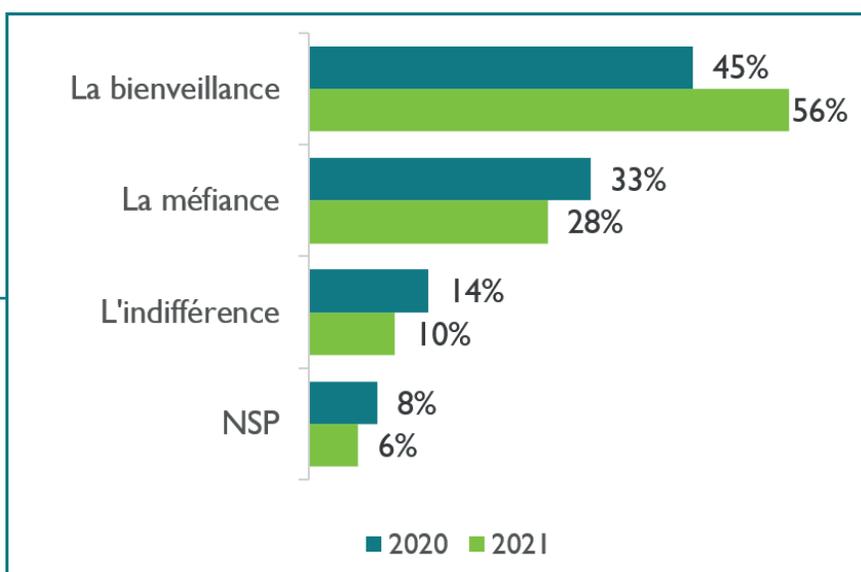


La crise modifie également sensiblement l'attitude vis-à-vis des bénéficiaires des minima sociaux : la méfiance et l'indifférence diminuent assez nettement au profit d'une posture plus bienveillante.

En janvier 2020, 45% des Bretons faisaient part de bienveillance vis-à-vis des personnes bénéficiant d'aides de l'État et de dispositifs d'assistance ; ils sont aujourd'hui 56% à s'exprimer en ce sens.

« Vis-à-vis des personnes bénéficiant des aides de l'État et des dispositifs d'assistance, dans laquelle de ces trois attitudes êtes-vous le plus souvent ? »

Base : 1200 ensemble des répondants



En lien avec cette bienveillance, les Bretons ont davantage tendance :

- À reconnaître l'incidence des injustices sociales dans l'émergence des situations de grande pauvreté : **la part des Bretons n'étant pas d'accord avec l'idée selon laquelle les personnes en situation de grande pauvreté sont avant tout des personnes victimes des injustices sociales diminue de 8 points, passant de 45% en 2020 à 37% aujourd'hui.**
- Ou à pointer les difficultés éprouvées par une partie de la population à s'insérer dans une société exigeant des individus compétences et savoir-faire : **48% des Bretons estiment que les personnes en situation de grande pauvreté sont surtout des personnes qui n'ont pas les capacités individuelles pour s'en sortir.** Ils étaient 44% à le penser en 2020.

Un tiers des Bretons ne partage pas cette analyse des causes de la grande pauvreté et reste convaincu de l'importance des responsabilités individuelles : **32% considèrent que les personnes en situation de grande pauvreté sont surtout des personnes qui n'ont pas fait suffisamment d'efforts pour s'en sortir.**

Ce pourcentage progresse sensiblement, en particulier chez les seniors qui demeurent très sensibles aux lectures méritocratiques des inégalités sociales (42% des plus de 65 ans considèrent que les personnes en situation de grande pauvreté sont surtout des personnes qui n'ont pas fait suffisamment d'efforts pour s'en sortir).

« Je vais vous citer un certain nombre de phrases. Pouvez-vous me dire dans quelle mesure vous êtes ou non d'accord avec elles. »

Base : 1200 ensemble des répondants

		2020	2021
Les personnes en situation de grande pauvreté sont surtout des personnes victimes des injustices sociales	D'accord	50%	53%
	Pas d'accord	45%	37%
	NSP	5%	10%
	Total	100%	100%
Les personnes en situation de grande pauvreté sont surtout des personnes qui n'ont pas fait suffisamment d'effort pour s'en sortir	D'accord	27%	32%
	Pas d'accord	68%	60%
	NSP	5%	8%
	Total	100%	100%
Les personnes en situation de grande pauvreté sont surtout des personnes qui n'ont pas les capacités individuelles pour s'en sortir	D'accord	44%	48%
	Pas d'accord	49%	43%
	NSP	7%	9%
	Total	100%	100%

4. Bienveillance et dons ne sont pas interdépendants

La baisse des dons

La part des Bretons ayant fait un don en argent aux associations dans l'année écoulée a fortement diminué, passant de 44% en 2020 à 34% en 2021. Cette baisse s'observe principalement chez les petits donateurs. Les « gros donateurs » ont maintenu, voire accentué, leurs aides, mais leur niveau de contribution ne suffit pas à compenser la perte des « petits dons ». **À l'échelle régionale, la moyenne de dons par habitant passe de 62€ en 2020 à 58€ en 2021.**¹

La part des Bretons ayant donné aux personnes sollicitant une aide dans la rue a également nettement baissé passant de 43% à 30% des Bretons en 2021.

¹Cette baisse est un moins importante lorsque l'on se centre uniquement sur les dons effectués en direction des grandes associations agissant sur les questions de solidarités (Unicef, Secours populaire, Restos du cœur, Emmaüs, Secours Catholique, Médecins sans frontière, handicap international, chiens d'aveugle...). En 2020, 21% des Bretons avaient donné à ce type d'association, ils sont 18% à l'avoir fait en 2021.

«Dans l'année qui vient de s'écouler, avez-vous fait des dons en argent à une ou plusieurs associations ?»

Base : 1200

2020 OUI 44 %

Moyenne 62 € par habitant

Moyenne 172 € par donateur



2021 OUI 34 %

Moyenne 58 € par habitant

Moyenne 194 € par donateur

«Dans l'année qui vient de s'écouler, avez-vous donné de l'argent à des personnes en difficulté qui vous sollicitent dans la rue ?»

Base : 1200

2020 OUI 43 %

Moyenne 9.5 € par habitant



2021 OUI 30 %

Moyenne 6.5 € par habitant

La diminution des dons résulte d'une série d'effets croisés :

- **Moindre exposition aux sollicitations des associations ou des personnes en précarité** du fait du confinement et des restrictions sanitaires.
- **Attitude de prudence et de réduction des dépenses chez les personnes dont les emplois sont menacés** (20% des personnes jugeant leur emploi menacé par la crise ont fait un don aux associations dans l'année écoulé, contre 28% pour les personnes dont les emplois ne sont pas directement menacés mais qui expriment des inquiétudes pour l'avenir et 34% pour les personnes dont les emplois ne sont pas menacés).
- **Stratégie d'épargne largement adoptée par les ménages** depuis l'émergence de la crise.
- **Latitude budgétaire moins importante chez les personnes qui ont connu une forte baisse de revenus depuis mars 2020** (86% des personnes dont les revenus se sont fortement dégradés n'ont pas donné aux associations en 2020).

Les difficultés et les incertitudes économiques jouent négativement sur la confiance et la sérénité nécessaires aux générosités, mais elles n'expliquent pas totalement la baisse des dons. Cette baisse traduit également une tendance au recentrement sur soi et son environnement proche (ma famille, mes voisins, mes amis). Le signal le plus visible de ce recentrement est la mise à distance des grandes causes par toute une partie de la population.

Une forte baisse des envies de soutien aux associations agissant sur les grandes causes de l'exclusion

La hiérarchie des causes à soutenir reste inchangée, avec trois populations suscitant plus communément l'envie de soutien :

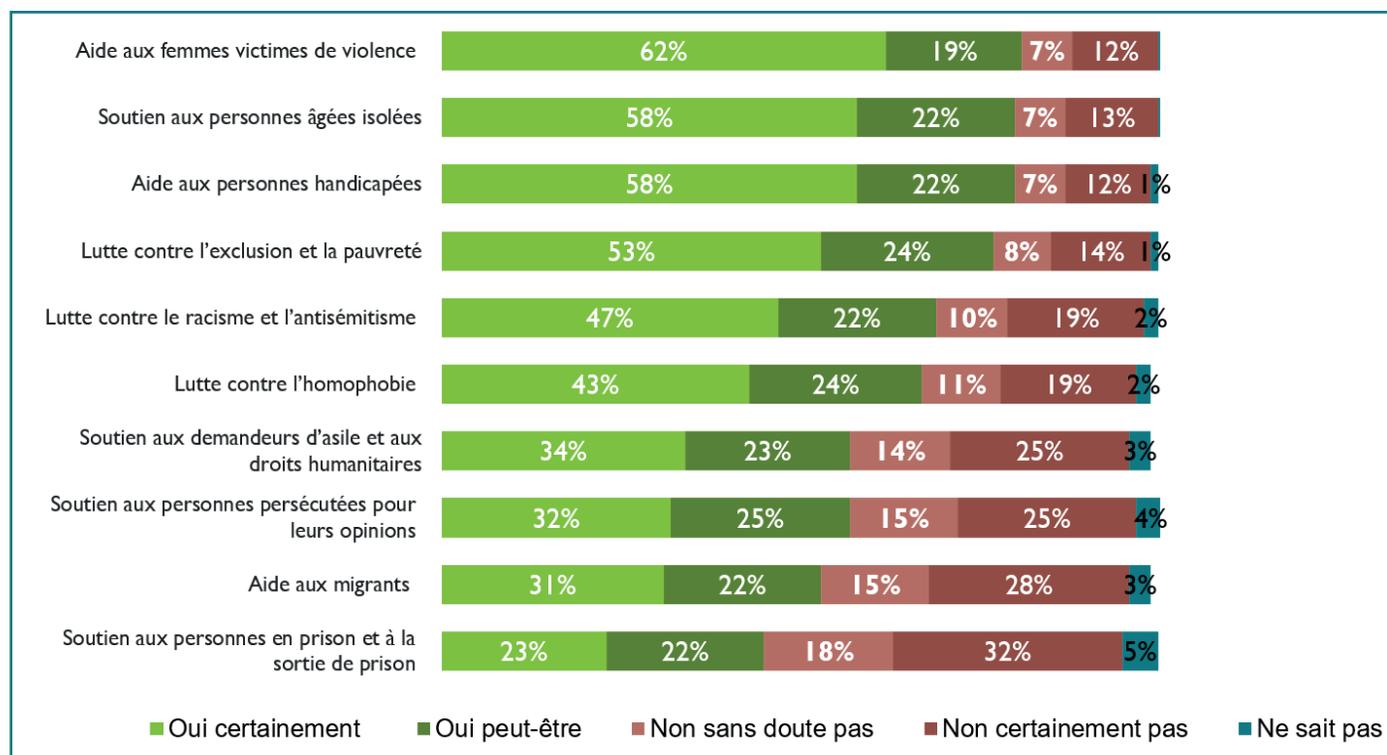
1. **Les femmes victimes de violences** (62% des Bretons soutiendraient certainement des associations agissant auprès des femmes victimes de violences s'ils en avaient la possibilité) ;
2. **Les personnes âgées isolées** (58%) ;
3. **Les personnes handicapées** (58%).

Les envies de soutien demeurent nettement plus clivées en ce qui concerne :

1. **Les demandeurs d'asile** (34% soutiendraient certainement).
2. **Les personnes persécutées pour leurs opinions** (32%) ;
3. **Les migrants** (31%) ;
4. **Les personnes sortant de prison** (23%).

« Si vous en aviez la possibilité, soutiendriez-vous sous forme de dons les associations agissant dans les domaines suivants ? »

Base : 1200 ensemble des répondants



Si la hiérarchie reste inchangée, les envies de soutien diminuent fortement, et ce pour toutes les causes évoquées (à l'exception du soutien aux associations intervenant auprès des personnes en prison).

La part des personnes qui soutiendraient sous forme de dons les associations aidant les femmes victimes de violence diminue de 15 points ; de 17 points pour les associations de soutien aux personnes âgées isolées ou de lutte contre l'exclusion et la pauvreté ; de 16 points pour les associations luttant contre l'homophobie. La plus forte baisse concerne le soutien aux associations luttant contre le racisme et l'antisémitisme (-20 points).

« Si vous en aviez la possibilité, soutiendriez-vous sous forme de dons les associations agissant dans les domaines suivants ? »	Oui certainement		
	2020	2021	Ecart
Aide aux femmes victimes de violence	77%	62%	-15%
Soutien aux personnes âgées isolées	75%	58%	-17%
Aide aux personnes handicapées	73%	58%	-15%
Lutte contre l'exclusion et la pauvreté	70%	53%	-17%
Lutte contre le racisme et l'antisémitisme	67%	47%	-20%
Lutte contre l'homophobie	59%	43%	-16%
Soutien aux demandeurs d'asile et aux droits humanitaires	42%	34%	-8%
Soutien aux personnes persécutées pour leurs opinions	41%	32%	-9%
Aide aux migrants	36%	31%	-5%
Soutien aux personnes en prison et à la sortie de prison	21%	23%	2%

En tendance, les Bretons semblent aujourd'hui un peu plus enclins qu'ils ne l'étaient en 2020 à renvoyer à l'État et à la puissance publique le soin de prendre en charge les solidarités et un peu moins nombreux à estimer qu'il est du rôle de chacun d'aider les personnes en difficulté.

- En 2020, 66% des Bretons estimaient que l'État doit assistance à tous ceux qui sont dans le besoin et que ce n'est pas au citoyen de leur venir en aide. **70% pensent aujourd'hui que la solidarité doit d'abord être prise en charge par l'État par l'impôt.**
- 76% des Bretons estimaient qu'il est nécessaire que les citoyens s'entraident et soient généreux vis-à-vis des plus défavorisés. **64% pensent aujourd'hui que c'est d'abord à chacun d'entre nous d'aider les personnes en difficulté.**

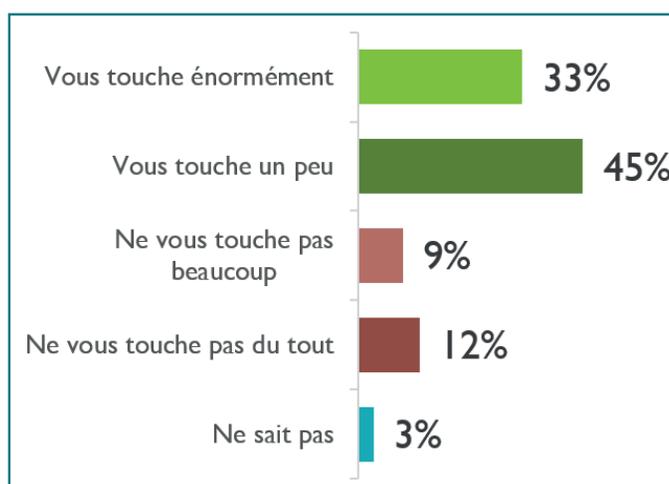
Des attitudes moins favorables aux migrants : un renforcement des appels à la prudence

En 2020, l'opinion bretonne était très modérément favorable aux migrants ; c'est encore plus vrai aujourd'hui. Les Bretons se montrent d'abord moins touchés par leurs histoires et leurs situations qu'en 2020 : **seuls 33% d'entre eux se disent aujourd'hui touchés par la situation des migrants qui quittent leur pays à cause de la guerre ou de la misère.**

Les Bretons sont par ailleurs plus réservés quant à l'opportunité des politiques d'accueil : **seuls 26% considèrent que la France doit prendre une part beaucoup active dans l'accueil des migrants** (ils étaient 32% à le penser en 2020). Cette évolution ne se solde pas par une progression des attentes de fermetures des frontières (qui restent stables) mais par une récurrence plus forte des appels à la prudence (en 2020, 50% des Bretons invitaient la France à être très prudente dans sa participation à l'accueil des migrants ; ils sont aujourd'hui 56% à le penser).

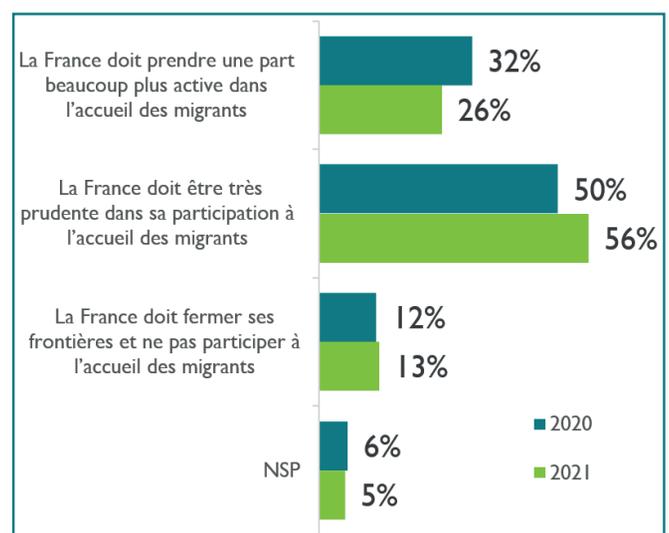
« La situation des migrants qui quittent leur pays à cause de la guerre ou de la misère est une situation qui... »

Base : 1200



« Face à cette situation quelle devrait selon vous être l'attitude de la France ? »

Base : 1200



Les souhaits de renchérissement des politiques d'accueil demeurent fortement clivés. Ils diminuent fortement avec l'âge (plus les répondants sont âgés moins ils sont favorables aux politiques d'ouverture) et progressent assez nettement avec :

- **La taille de commune** (49% des habitants des villes de plus de 100 000 habitants invitent la France à davantage d'ouverture contre 21% des habitants des communes de moins de 2000 habitants) ;
- **Le niveau de diplôme** (13% des non diplômés contre 38% des Bac+3 et plus) ;
- **La CSP** (56% des cadres contre 20% des ouvriers).

C'est sans doute sur cette question des politiques d'hospitalité vis-à-vis des étrangers que l'opinion bretonne est la plus clivée. Ces résultats ne sont pas à lire comme une hostilité vis-à-vis des populations d'origine étrangères et encore moins comme un rejet des politiques d'intégration. Un chiffre en témoigne : **8 Bretons sur 10 se disent favorables à une régularisation des étrangers en situation illégale qui vivent et travaillent en France depuis plusieurs années.** Ils traduisent cependant des inquiétudes face à des populations dont la plupart des Bretons ne connaissent ni les origines, ni les motivations.

5. Perception de l'action publique vis-à-vis de la pauvreté

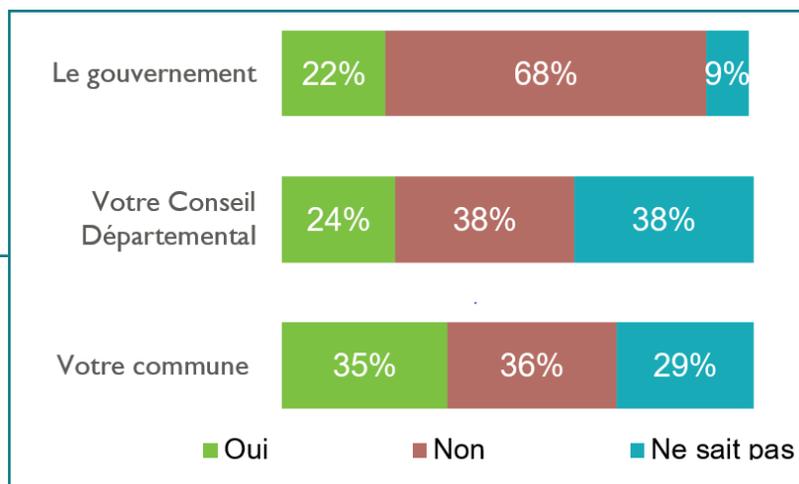
Interrogation sur le niveau de prise en compte de la grande pauvreté par la puissance publique

L'opinion des Bretons quant à l'attention prêtée par le gouvernement à la lutte contre la grande pauvreté est clairement critique : **68% des Bretons ne sont pas d'accord pour dire que le gouvernement se préoccupe sérieusement de cet enjeu.** Ces points de vue varient assez peu selon les grandes variables sociodémographiques. Indépendamment de leur genre, de leur âge ou de leur CSP les Bretons ont dans l'ensemble le sentiment d'un gouvernement n'accordant pas suffisamment d'importance à la grande exclusion.

Les avis sont moins défavorables concernant l'action publique de proximité. **38% des Bretons sont critiques sur la prise en compte de la grande pauvreté par leur conseil départemental**, 36% par leur commune. Mais il s'agit moins d'une reconnaissance de leur mobilisation que d'une méconnaissance de leur niveau d'engagement (respectivement 38% et 29% des Bretons ne savent pas si leur département ou leur commune sont suffisamment mobilisés dans la lutte contre la grande pauvreté). **La part des Bretons estimant que leur département ou que leur commune se préoccupe sérieusement de la lutte contre la grande pauvreté est clairement minoritaire** (24% pour les conseils départementaux, 35% pour les communes).

« Estimez-vous que le Gouvernement, votre conseil départemental, votre commune... se préoccupe sérieusement de la lutte contre la grande pauvreté ? »

Base : 1200 ensemble des répondants



Ces résultats ne sont pas à lire comme une critique vis-à-vis des actions déployées, mais comme un appel à la mobilisation face à une situation dont beaucoup considèrent qu'elle pourrait se dégrader fortement avec la crise sanitaire.

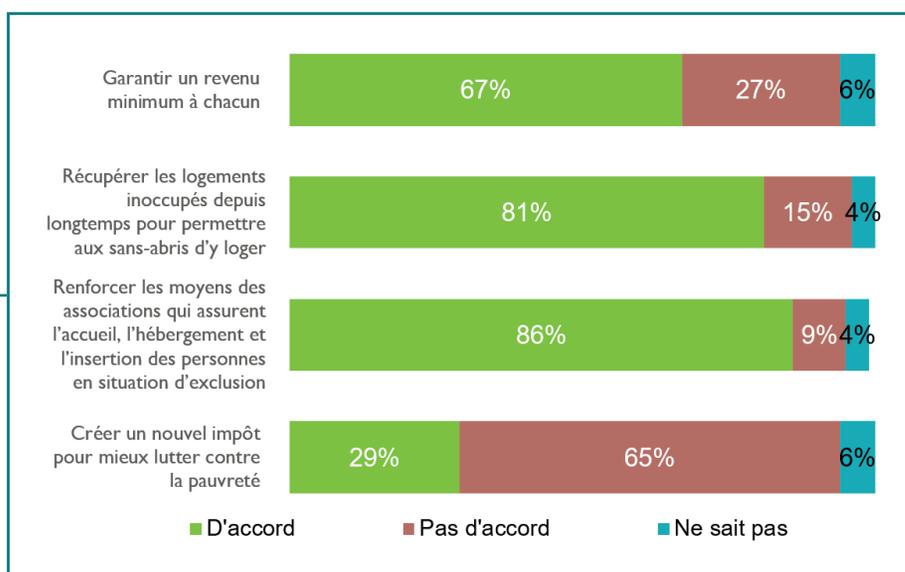
Les Bretons sont en ce sens favorables à une montée en puissance des politiques de soutien aux exclus : **81% sont d'accord pour permettre de loger les sans-abri dans les logements inoccupés, 86% pour renforcer les moyens des associations qui assurent l'accueil, l'hébergement et l'insertion des personnes en situation d'exclusion, 67% garantir un revenu minimum à chacun.**

Les effets générationnels sont ici fortement marqués : plus les répondants sont jeunes, plus ils ont tendance à plaider pour un renforcement des politiques de lutte contre l'exclusion. Les propriétaires, les habitants des communes rurales et les retraités sont un peu moins enclins à en percevoir la nécessité.

Ce renchérissement des politiques de solidarité devra toutefois se faire à budget constant : 65% des Bretons ne sont pas d'accord avec la création d'un nouvel impôt permettant de mieux lutter contre la pauvreté. Ce résultat varie fortement selon l'âge : **43% des 18-25 ans sont favorables à la création d'un nouvel impôt contre 21% des plus de 65 ans.**

« Êtes-vous plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec les propositions suivantes ? Pour lutter contre l'exclusion et la pauvreté il faut... »

Base : 1200 ensemble des répondants

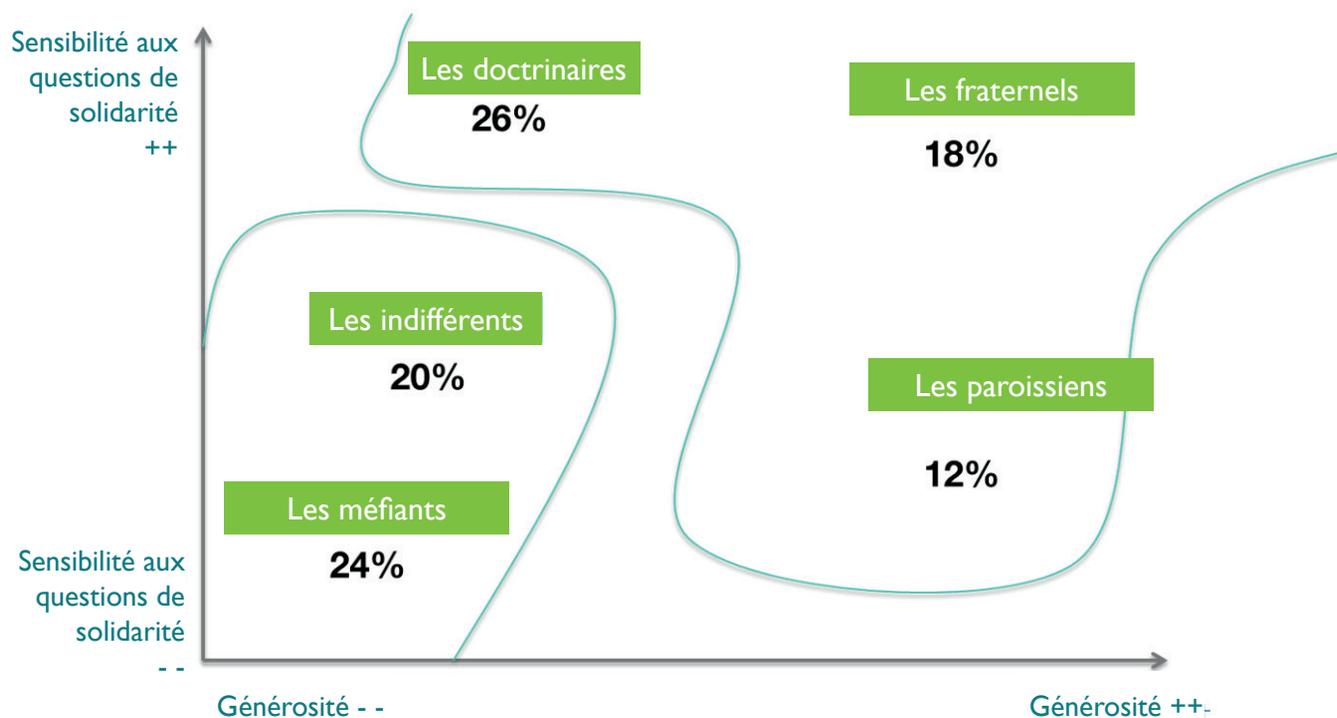


6. Approche typologique

L'analyse typologique est construite sur deux axes :

- un axe de sensibilité aux questions de solidarités (perception des causes de la pauvreté, bienveillance ou méfiance vis-à-vis des bénéficiaires des minima sociaux, intentions de soutien des associations agissant contre l'exclusion...);
- un axe centré sur les pratiques et les attitudes (faire un don aux associations, donner de l'argent aux personnes dans la rue, consacrer du temps aux personnes en difficulté...).

Elle permet d'identifier 5 groupes rassemblant des individus aux comportements et attitudes comparables.



Les Fraternels – 18% des Bretons

Ce groupe rapproche des Bretons qui ont en commun :

- Leur sensibilité aux injustices sociales ;
- Leur volonté de soutenir les acteurs agissant en faveur des solidarités, quelles que soient les causes.
- Leur bienveillance et leur empathie à l'égard des exclus et des personnes en grande précarité ;
- Leur refus de considérer que les responsabilités individuelles sont à l'origine de la grande pauvreté ;
- Leur ouverture vis-à-vis des catégories suscitant moins que d'autres l'envie de soutien (les migrants, par exemple) ;
- Leur sentiment de devoir personnellement se mobiliser face à l'exclusion et leur conviction de l'utilité de l'engagement personnel (ce sont les plus nombreux à considérer que c'est d'abord à chacun d'entre nous d'aider les personnes en difficulté et les plus nombreux à estimer que les personnes en situation de grande pauvreté sont avant tout des personnes qui n'ont pas eu la chance de rencontrer quelqu'un pour les aider au moment où elles en avaient besoin).

Sociologiquement, il s'agit d'**un groupe plutôt diplômé** (le plus diplômé des 5 groupes), **plutôt urbain** (le groupe comptant le plus d'habitants des grandes métropoles régionales) et **plutôt actif** (le groupe comptant le plus de personnes en activité professionnelle).

Ce groupe est **un peu plus jeune qu'en moyenne**, avec une sous-représentation assez nette des seniors. Sur le plan économique, il agrège **des personnes ayant des situations économiques très hétérogènes**. Il a par ailleurs pour particularité de compter un peu moins de propriétaires.

Ce groupe se montre **très attentif et très inquiet quant aux incidences de la crise sanitaire sur la pauvreté**. Il s'est assez fortement mobilisé durant la crise, en particulier aux échelles de proximité (faire des courses pour les personnes âgées, dons en nature, garde d'enfants, soutien moral...).

85% des « Fraternels » ont donné de leur temps pour aider les personnes en difficulté vivant autour de chez eux. Ce sont également les plus nombreux à dire qu'avec la crise ils ont eu des gestes de solidarité qu'ils ne faisaient pas auparavant.

Ils ont davantage donné aux personnes qui les sollicitent dans la rue, mais ont en revanche un peu moins donné aux associations. Le don moyen annuel au sein de ce groupe est passé de 158€ en 2020 à 132€ en 2021, en particulier chez ceux qui au sein de ce groupe ont été économiquement touchés par la crise sanitaire.

Les « Fraternels » comptent parmi **les plus critiques vis-à-vis de l'action de l'État**, considérant dans 8 cas sur 10 qu'il ne prend pas sérieusement en compte les questions de grande pauvreté. Ils sont favorables à l'adoption de nouvelles mesures pour lutter contre la grande pauvreté (réquisition des logements, revenus minimums, soutien aux associations) et sont avec les « Doctrinaires » **les plus favorables à la création d'un nouvel impôt** permettant de les financer.

Comparativement à 2020, ce groupe est resté stable en volume. Il représente 18% de la population bretonne (19% en 2020).

Les Doctrinaires – 26% des répondants

C'est le groupe dont le poids a le plus progressé pendant la crise, passant de 21% en 2020 à 26% aujourd'hui.

Ce groupe a de nombreux points communs avec les « Fraternels », en particulier en ce qui concerne :

- Sa sensibilité aux injustices sociales ;
- Sa conviction qu'il faut agir sur toutes les inégalités sociales et sur toutes les exclusions, sans choisir ou hiérarchiser les causes ;
- Sa bienveillance et son empathie à l'égard des exclus et des personnes en grande précarité ;
- Son refus de considérer que les responsabilités individuelles sont à l'origine de l'exclusion et de la grande pauvreté.

Il s'en distingue cependant par :

- Sa moindre contribution et son moindre engagement personnel dans l'action en faveur des exclus et des inégalités ;
- Sa conviction que la prise en charge des solidarités est du ressort de l'État et de la puissance publique.

Sur le plan sociologique, il s'agit d'**un groupe jeune** (avec une dominante de moins de 40 ans), **un peu moins souvent en emploi**, comptant davantage de personnes au chômage, d'employés, d'ouvriers et de locataires HLM. Comparativement aux « Fraternels », les « Doctrinaires » sont **moins urbains** et **un peu moins diplômés**.

La crise sanitaire n'a pas franchement modifié les comportements et attitudes de ce groupe qui, de manière générale, **s'engage assez peu**. Les membres de ce groupe **n'ont pas été beaucoup plus attentifs à l'égard de leurs proches ou des personnes en difficulté vivant autour de chez eux**. Ils n'ont pas non plus fait preuve de nouvelles solidarités (seuls 9% des « Doctrinaires » déclarent qu'avec la crise ils ont eu des gestes de solidarité qu'ils ne faisaient pas habituellement).

Ce groupe est celui qui, avec les « Fraternels », **plaide le plus pour un renchérissement des politiques de lutte contre la pauvreté** et se déclare le plus favorable à la création d'un nouvel impôt. **Très critique vis-à-vis de l'action de l'État**, il s'inscrit essentiellement dans une posture de militantisme et d'attente vis-à-vis de la puissance publique.

Les Paroissiens – 12% des Bretons

Comparativement aux « Fraternels » et aux « Doctrinaires », les « Paroissiens » :

- Considèrent plus souvent que les personnes en situation de grande pauvreté sont avant tout des personnes qui n'ont pas fait suffisamment d'efforts pour s'en sortir ;
- Expriment plus souvent de la méfiance vis-à-vis des bénéficiaires des minima sociaux ;
- Sont plus sélectifs quant aux causes qu'ils soutiendraient, et notamment assez peu favorables aux politiques d'accueil des migrants ;
- Sont un peu moins enclins à soutenir financièrement les acteurs associatifs.

Ils sont en revanche fortement engagés aux échelles locales. C'est le groupe qui, avec les « Fraternels », compte le plus :

- De bénévoles agissant auprès des personnes en difficulté ;
- De personnes donnant de leur temps pour aider les personnes en difficulté en dehors du cadre associatif ;
- De personnes aidant directement, financièrement ou par des aides en nature, les personnes en difficulté vivant autour de chez eux.

Leur engagement ne repose pas sur une critique du système social et de ses injustices, mais sur la nécessité des générosités individuelles et de l'action de proximité.

Sociologiquement, c'est le groupe dont **la moyenne d'âge est la plus élevée**, avec le **pourcentage le plus important de retraités et de propriétaires**. C'est **un groupe un peu plus aisé qu'en moyenne**, qui a dans l'ensemble été assez peu impacté par la crise, économiquement ou psychologiquement.

C'est le groupe qui s'est le plus mobilisé durant la crise. Les « Paroissiens » sont par exemple les plus nombreux à avoir eu des gestes de solidarité qu'ils ne faisaient pas habituellement avant la crise et à avoir davantage donné aux personnes qui les sollicitent dans la rue.

C'est **un groupe un peu moins critique vis-à-vis de l'action de l'État**, un peu moins favorable au renforcement des politiques de lutte contre la grande pauvreté à l'échelle nationale et surtout beaucoup moins d'accord avec la création d'un nouvel impôt pour financer la lutte contre la grande pauvreté.

Comparativement à 2020, le poids de ce groupe a assez nettement diminué, passant de 18% de la population bretonne à 12% aujourd'hui. Sa coloration est moins rurale-ville moyenne qu'elle ne l'était en 2020.

Les Méfiants - 24% des Bretons

Ce groupe n'a pas de marqueur sociologique très caractéristique. À la marge, on peut observer qu'il compte **un peu plus de propriétaires**, de **personnes peu diplômées**, de **personnes résidant en commune rurale** et **un peu moins d'actifs**.

Comparativement aux autres groupes, les « méfiants » ont moins tendance à considérer que la pauvreté progressera sous l'effet de la crise et n'adhèrent pas aux prises de parole alarmistes sur la situation sociale. Ils ont été eux-mêmes très peu touchés que cela soit psychologiquement (anxiété, stress, déprime ou isolement) ou économiquement.

Ce sont, avec les « Paroissiens » et les « indifférents », les plus enclins à juger que les personnes en situation de grande pauvreté sont surtout des personnes qui n'ont pas fait suffisamment d'efforts pour s'en sortir. Ce sont également les plus enclins à éprouver de la méfiance vis-à-vis des bénéficiaires des minima sociaux.

Ce groupe se caractérise principalement par son **refus de soutenir les grandes causes liées aux inégalités ou à la lutte contre l'exclusion** et surtout par son **attitude peu favorable aux migrants, aux demandeurs d'asile, aux réfugiés politiques.**

Contrairement aux « Paroissiens » et aux « Fraternelles », c'est **un groupe qui s'engage peu** et qui n'exprime pas la volonté de le faire. Sur ce plan, la crise n'a rien changé pour eux et n'a pas occasionné de nouveaux gestes de solidarité.

Ils sont **moins critiques sur le sérieux de l'action gouvernementale en faveur des plus pauvres** et beaucoup plus réservés quant à l'opportunité de nouvelles mesures en faveur de lutte contre la grande pauvreté. Ce sont **les moins favorables à la récupération des logements inoccupés pour y loger les sans-abri** et, surtout, **les moins favorables à ce que la puissance publique renforce les moyens alloués aux associations assurant l'accueil, l'hébergement et l'insertion des personnes en difficulté.** Ils sont **clairement défavorables à l'idée d'un nouvel impôt permettant de mieux lutter contre la pauvreté** et demeurent, avec les « indifférents », les plus nombreux à considérer que c'est d'abord aux exclus de s'en sortir par eux-mêmes.

Les Indifférents – 20% des Bretons

Ils ont en commun avec les « Paroissiens » et les « Méfiants » :

- Une certaine méfiance vis-à-vis des bénéficiaires des minima sociaux.
- Une moindre reconnaissance du poids des injustices sociales dans l'émergence de la grande pauvreté.
- Un doute sur les efforts consentis par les personnes en situation de grande pauvreté.

Ils sont en revanche un peu plus enclins à dire qu'ils soutiendraient les associations qui agissent contre les inégalités et l'exclusion s'ils en avaient la possibilité, même s'ils restent très sélectifs sur les causes qu'ils défendraient et même s'ils **contribuent assez peu aux financements des acteurs de la solidarité.** Ils se caractérisent essentiellement par une posture de plus forte extériorité aux questions sociales.

Comparativement aux autres groupes, **la crise n'a pas modifié leur comportement, ni franchement renforcé l'attention qu'ils portent à leur entourage ou à l'environnement proche.** Seuls 6% des membres de ce groupe disent que la crise les a incités à être plus attentifs aux personnes en difficulté vivant autour de chez eux.

Ce groupe est, avec les « Méfiants », celui compte le plus de personnes estimant que c'est d'abord aux exclus de se donner les moyens de s'en sortir par eux-mêmes. Ils sont cependant moins hostiles à l'idée de nouvelles mesures permettant de lutter contre la grande pauvreté. Ils sont notamment **assez favorables à la récupération des logements inoccupés pour y loger les sans-abri** ou à l'augmentation des moyens alloués aux associations agissant contre l'exclusion. Ils sont en revanche **tout aussi hostiles que les « Méfiants » et les « Paroissiens » à l'idée d'un nouvel impôt.**

C'est un groupe un peu **plus âgé qu'en moyenne**, qui se distingue principalement des autres groupes par son **appartenance aux communes rurales et aux villes moyennes.** Il a dans l'ensemble été **assez peu touché et menacé par la crise.** Son poids est inchangé depuis 2020.



Fédération
des acteurs de
la solidarité

BRETAGNE

Fédération des acteurs de la solidarité Bretagne

10, Boulevard Charner
22000 SAINT-BRIEUC

CONTACT

Valérie Hamdi

Déleguée régionale

06 17 52 42 15

bretagne@federationsolidarite.org